

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°530 – 22 mars 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Le FMI table sur une croissance à 6,8% pour l'UEMOA sur la période 2024-2025

Le Conseil d'administration du FMI [a conclu](#) les discussions sur les politiques communes des pays membres de l'UEMOA pour 2024, saluant la résilience de l'Union face aux différents chocs défavorables. En effet, la croissance de l'UEMOA est demeurée forte, estimée à 5,1% en 2023. L'inflation a fortement décliné et est désormais revenu dans la fourchette cible de 1 à 3%. Les réserves extérieures ont considérablement diminué en 2023, d'environ 2,6 Mds USD. Selon le FMI, la croissance de l'UEMOA devrait atteindre 6,8% sur la période 2024-2025, grâce notamment au démarrage de nouvelles productions d'hydrocarbures, pour se situer à 6% à long terme. L'assainissement budgétaires devrait également se poursuivre en 2024 et ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 2025 dans la plupart des pays membres. Les exportations d'hydrocarbures et l'assainissement budgétaire devrait également conduire à une réduction du déficit du compte courant, et ainsi permettre de relever le niveau des réserves extérieures.

Bénin

166 M EUR d'engagements de l'Équipe Europe

Une délégation de l'Équipe Europe était en mission au Bénin du 18 au 20 mars. A cette occasion, [de nouveaux accords de financement](#) ont été signés avec le gouvernement béninois

Le chiffre à retenir

6,8%

Le taux de croissance projeté de l'UEMOA sur la période 2024-2025 par le FMI

pour un montant total de 166 M EUR. Dans ce cadre, la Banque européenne d'Investissement (BEI) s'est engagée sur deux nouveaux projets dans le pays : i) un projet de renforcement des systèmes d'approvisionnement en eau potable (62 M EUR) ; et ii) un projet de construction d'infrastructures de drainage dans les villes pour lutter contre les inondations (70 M EUR). Ces projets sont complétés par des cofinancements des Etats membres, pour un montant de 50 M EUR.

La dette publique se situe à 55% du PIB à fin 2023

La Caisse Autonome de Gestion de la Dette a publié [sa synthèse de la situation de la dette au Bénin](#). A l'image du maintien de la notation B+ avec perspective stable de S&P en 2023, les indicateurs de la dette témoignent de la solidité des fondamentaux économiques dans le pays. Au 31 décembre 2023, le taux d'endettement se situait à 54,9% du PIB, quasi-stable par rapport à 2022 (54,1% à la même date) et inférieur à la norme communautaire de 70%. La dette extérieure constitue 67,5% de la dette totale. L'encours de la dette s'élève à 6 508 Mds CFA (9,9 Mds EUR) et est principalement libellé en euros (47,6%), en CFA (32,5%) et en dollar (11%).



Le service de la dette publique s'élève à 714,6 Mds CFA (1,1 Md EUR) et ne souffre d'aucun arriéré de paiement.

Burkina Faso

Un nouveau code minier sera soumis à l'ALT

Le 20 mars 2024, le gouvernement [a adopté](#) un nouveau projet de loi relatif au code minier. Selon les autorités, la nouvelle législation consacre plusieurs innovations au nombre desquelles : (i) la contribution des sociétés minières d'exploitation à la constitution de la réserve nationale d'or ; (ii) l'obligation faite aux entreprises d'exploitation minière d'ouvrir leur capital social aux investisseurs burkinabè ; (iii) la transformation du Fonds minier de développement local en Fonds minier de développement, désormais affecté au financement des projets de développement endogène et des plans communaux de développement ainsi qu'au financement du Fonds de soutien patriotique ; (iv) l'augmentation de la participation de droit de l'Etat au capital des sociétés d'exploitation pour l'octroi d'un permis d'exploitation de grande ou de petite mine qui passe de 10 à 15%. Le projet de loi sera bientôt transmis à l'Assemblée législative de Transition (ALT) pour adoption.

Cap-Vert

L'Etat cède sa participation dans la banque BCA au groupe Coris

La participation à hauteur de 59,8% de l'Etat du Portugal *via* sa Caisse général des dépôts (CGD) dans la banque BCA (Banco Comercial do Atlantico), la première banque du Cap-Vert, sera [cédée au group burkinabè Coris Holding](#). Le projet vente de la participation de CGD dans la BCA a été entrepris en 2017, mais a été retardé par la pandémie de COVID-19. La vente

serait réalisée pour un montant d'environ 70 M EUR. L'offre de Coris était en concurrence avec des offres de IIB Group Holdings, basé à Bahrein, et de la banque ghanéenne First Atlantic Bank.

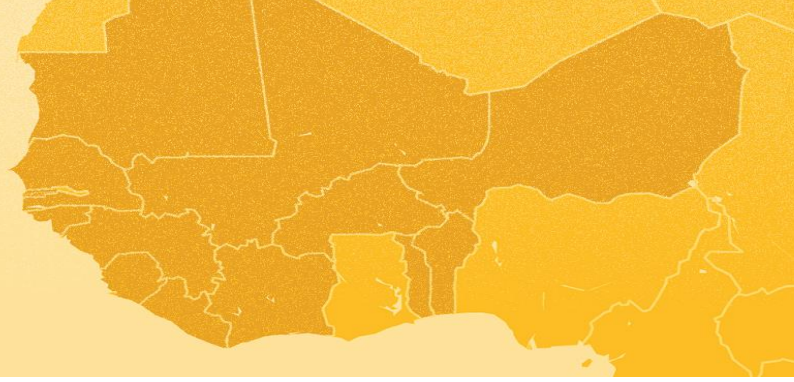
Côte d'Ivoire

Fermeture d'usine de transformation d'amandes de cajou

L'usine de transformation d'amandes de cajou Dénia, d'une capacité de 17 000 tonnes et employant 2 000 personnes, [a cessé](#) ses activités par faute de marges et d'approvisionnements réguliers depuis les 3 dernières années. Il s'agit de la 9^{ème} usine à fermer en l'espace de 3 ans, du fait notamment que le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA) ait autorisé aux importateurs asiatiques de noix brutes l'accès au marché intérieur ivoirien, mais également à cause de l'établissement par le gouvernement ivoirien d'un prix minimum obligatoire d'achat, supérieur au prix du marché international.

La SFI ambitionne de doubler ses financements en faveur du secteur privé

En 2023, la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale chargée du financement du secteur privé dans les pays en voie de développement, a financé le secteur privé ivoirien à hauteur de 210 M USD (194 M EUR). Son vice-président pour l'Afrique a [annoncé](#) le 18 mars, lors d'une audience avec le Premier ministre ivoirien, le doublement de ces opérations au cours de l'année 2024. Les secteurs couverts par les investissements sont notamment l'énergie, l'agriculture, les nouvelles technologies ou encore le soutien aux petites et moyennes entreprises. D'autres secteurs comme le développement des marchés des capitaux, l'habitat ou l'immobilier ont été inscrits sur la liste des secteurs prioritaires à financer.



Terminal céréalier du port d'Abidjan : accord de prêt avec le Japon

Le port autonome d'Abidjan est le premier port céréalier du Golfe de Guinée depuis la mise en exploitation de son terminal céréalier en mai 2023. Financé par le Japon à travers l'agence japonaise de coopération internationale (JICA) à hauteur de 70 Mds FCFA (106,6 M EUR), le terminal céréalier s'inscrit dans une stratégie de développement du port d'Abidjan mis en œuvre par le gouvernement depuis 2012 pour favoriser le positionnement du port comme un hub de référence sur la façade Atlantique du continent africain. Le 20 mars, un [nouvel accord](#) de prêt de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) a été signé entre la Côte d'Ivoire et le Japon pour assurer les travaux de dragage et doter le port d'une tour administrative qui contribuera à une meilleure exploitation du quai céréalier.

Projet de recensement et de sécurisation du patrimoine immobilier national

Le gouvernement ivoirien, réuni en Conseil le 13 mars 2024, a [adopté](#) une communication relative au projet de recensement et de sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat en Côte d'Ivoire et à l'étranger. Ce projet vise à mettre en place un système d'information complet sur le patrimoine national estimé à 48 000 biens immobiliers, selon les projections de 2023 effectuées à partir du dernier recensement du patrimoine immobilier de l'Etat, qui date de 2014. Parallèlement au projet de recensement des biens immobiliers, un projet de sécurisation juridique du patrimoine immobilier de l'Etat sera mis en œuvre. Le coût global du projet est évalué à 2,3 Mds FCFA (3,5 M EUR).

Gambie

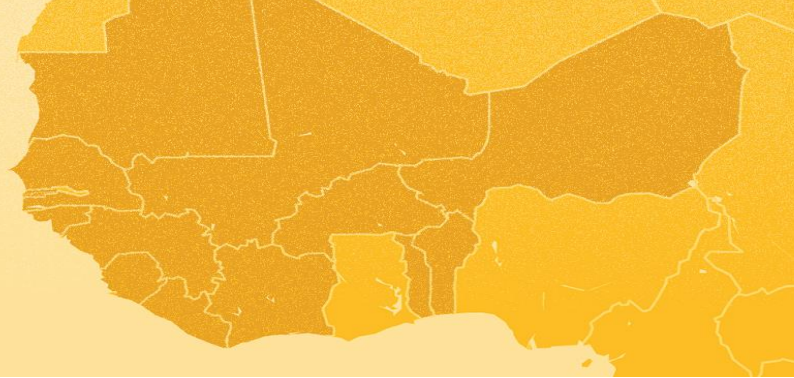
93 M USD de la Banque mondiale pour le développement du capital humain

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un [financement de 93 M USD](#) pour le projet de résilience, d'inclusion, de compétences et d'équité (projet Gambia RISE). Ce projet d'une durée de cinq ans vise à améliorer la façon dont la Gambie construit, protège et utilise son capital humain en améliorant la qualité et l'accès à l'éducation et l'accès aux opportunités d'emploi ainsi qu'en élargissant la protection sociale pour les plus vulnérables. Il se concentre notamment sur le renforcement de l'apprentissage des connaissances fondamentales dans l'éducation à la petite enfance, l'élargissement de l'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et l'amélioration des opportunités génératrices de revenus pour les personnes pauvres et en situation d'insécurité alimentaire.

Guinée

La BCRG maintient son taux directeur à 11%

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) [a tenu](#) sa 13^{ème} réunion ordinaire le 15 mars 2024. Passant en revue la conjoncture, le CPM a relevé entre autres que la fin du 4^{ème} trimestre 2023 a été caractérisée par l'incendie du principal dépôt de carburant dans la commune de Kaloum. En conséquence, l'activité économique a ralenti ; la croissance passant de 6% en glissement annuel (g.a) au 3^{ème} trimestre à 4,7% au 4^{ème} trimestre 2023. Parallèlement, l'inflation, au niveau national, s'est accélérée, évoluant de 4,8% en g.a en septembre à 6,5% en décembre 2023. A noter qu'à Conakry, l'inflation a atteint 9,3% en g.a en décembre. En outre, sur le marché des changes



officiel, à fin décembre 2023, en variation annuelle, le franc guinéen s'est apprécié de 0,5% par rapport au dollar US, tandis qu'il s'est déprécié de 3,2% vis-à-vis de l'euro. Tenant compte de ces facteurs et anticipant une accélération de l'inflation au 1^{er} trimestre 2024, particulièrement à Conakry (9,7% en g.a), le CPM a décidé de maintenir inchangés le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires respectivement à 11% et 13%.

Inflation à +6,7% en g.a. en janvier 2024

Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation [s'est établi](#) au mois de janvier 2024 à 6,7% en glissement annuel (g.a.), contre 6,5% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse en g.a. des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+8,4%), des transports (+15,8%) ainsi que de la catégorie "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+12,1%). Le secteur "loisirs et cultures" enregistre toutefois une légère baisse des prix (-0,7%). L'inflation a été en grande partie tirée par les régions de Conakry (+9,4%) et Kankan (+7,1%).

Libéria

Le budget 2024 projeté à 692 M USD

Le nouveau gouvernement du Libéria, à travers le ministère des Finances et de la Planification du développement, [a soumis](#) le 14 mars 2024 le projet de budget révisé de l'État pour l'exercice 2024 d'un montant de 692,4 M USD, soit une hausse de 10,6% par rapport au budget initial. Toutefois, par rapport au budget adopté en 2023, ce montant est en baisse de 10,3%. Les ressources du nouveau budget seront constituées à 93,9% par les recettes domestiques (dont 78% au titre des recettes fiscales) et à 6,1% par des ressources externes. Du côté des dépenses, 92,5% du budget révisé sera consacré aux dépenses courantes tandis les dépenses en capital capteront 7,5% du budget.

Mauritanie

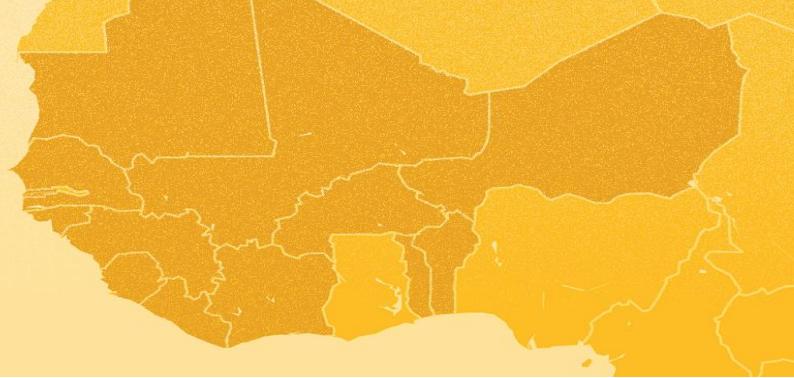
Total Eren et Chariot présentent l'étude de faisabilité de leur projet sur l'hydrogène vert

L'entreprise Chariot, associée à Total Eren, a présenté aux autorités mauritaniennes les [résultats positifs de son étude de faisabilité](#) sur le projet de production de 10 GW d'hydrogène vert, baptisé projet NOUR. En phase 1, la production devrait alimenter le marché local et bénéficier en grande partie à la Société nationale minière (Snim), détenue à 78% par l'État. Cette dernière a signé un protocole d'accord avec Chariot pour démarrer une production d'acier vert - dont l'hydrogène est un des principaux intrants, ainsi qu'un accord avec ArcelorMittal pour lancer la construction d'une usine ayant la capacité de produire jusqu'à 2,5 M de tonnes de minerais de fer pré-réduit (DRI) à partir d'hydrogène vert. Les exportations ne devraient débuter qu'en phase 2 du projet. D'autres projets d'hydrogène vert sont actuellement à l'étude et sont notamment portés par le groupement Conjonctura-Masdar-Infinity et par l'entreprise étatsunienne CWP.

Niger

Inflation à +8,1% en g.a. en février 2024

Selon l'Institut national de la statistiques (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 8,1% en glissement annuel (g.a.) en février 2024, après 6,9% le mois précédent. Ce niveau d'inflation reflète essentiellement la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+10,8% en g.a.), de la catégorie "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+7% en g.a) et des restaurants et hôtels (+25,5% en g.a). A l'inverse, on observe une baisse des prix des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-4,9% en g.a).



Sénégal

300 M EUR mobilisés pour l'extension de l'AIBD

D'après un communiqué du 14 mars, le gestionnaire d'actifs, [Ninety One a annoncé](#) la mobilisation, en partenariat la banque britannique Standard Chartered, d'une enveloppe de 300 M EUR pour le financement des travaux d'extension de l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD). Les fonds, mobilisés auprès d'un consortium de banques (200 M EUR) et en partenariat avec Standard Chartered (100 M EUR), devraient permettre d'augmenter de 40% la capacité d'accueil annuelle de passagers de l'aéroport, pour la porter à 5 M, et de financer la construction d'un terminal de fret. Ce projet contribuera à renforcer les services de l'aéroport et à favoriser le tourisme, l'AIBD concentrant plus de 90% du trafic aérien du Sénégal et ayant pour ambition de devenir un hub aérien de premier plan en Afrique de l'Ouest.

Plus de 2 Mds EUR mobilisés auprès des bailleurs et des banques sur les 5 derniers mois

L'Etat du Sénégal [a mobilisé, entre octobre 2023 et mars 2024](#), 1 348 Mds FCFA soit près 2,1 Mds EUR auprès des bailleurs (59%) et de banques commerciales (41%). Cette annonce a été faite le 12 mars par le ministre sortant de l'Economie du Plan et de la Coopération, à l'occasion de la passation de service avec son successeur. Au total, ce sont 30 accords qui ont été signés pour le financement de projets dans divers secteurs : (i) les transports et infrastructures ont bénéficié de 34,4% du total des engagements avec de grands projets tels que la construction de l'autoroute Dakar/Tivaouane/Saint Louis et l'assainissement de la Corniche Ouest de Dakar, (ii) 11,4% de l'enveloppe sont destinés à des projets dans l'agriculture, (iii) 10,4% à l'industrie, (iv) 9,6% à

l'eau et assainissement, et (v) 10,3% à la santé et la protection sociale.

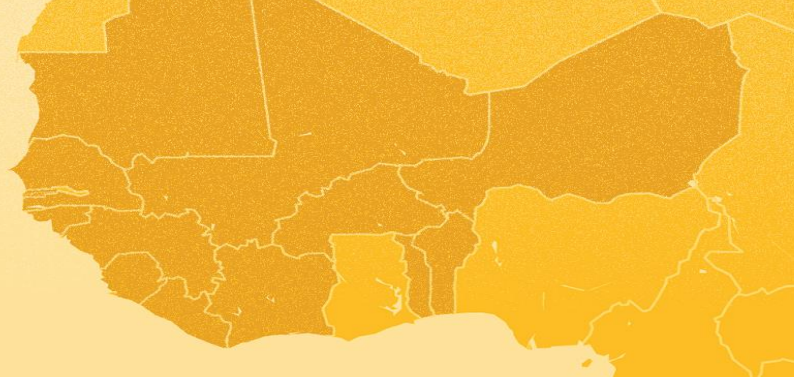
Progression de 3,7% de l'activité économique en 2023

D'après les données de la Direction de la prévision et des études économiques ([DPEE](#)), sur l'année 2023, l'activité économique sénégalaise (hors agriculture et sylviculture) a enregistré une progression de 3,7%. Ce résultat s'explique par une performance observée dans tous les secteurs : primaire (+4,9%), secondaire (+2,5%) et tertiaire (+5,1%). La DPEE relève également qu'au T4 2023, l'activité économique hors agriculture et sylviculture s'est renforcée de 3,8% en g.a. (2,7% en g.t.) sous l'effet de la hausse des secteurs primaire (+10,1%) et tertiaire (+7,3%). Cette croissance au T4 a toutefois été amoindrie par le recul du secteur secondaire et les recouvrements de taxes sur biens et services de 0,5% et 1,6% respectivement.

Sierra Leone

12 M EUR de l'UE pour soutenir les PME

Le 20 mars 2024, un accord de financement à hauteur de 12 M EUR [a été conclu](#) entre l'Union européenne (UE) et le gouvernement de la Sierra Leone pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre du projet « *environnement des affaires et compétitivité* ». Cet accord vise d'une part à améliorer et à renforcer les capacités de production des PME afin qu'elles soient en mesure de rivaliser sur les marchés régionaux et internationaux. D'autre part, l'accord a pour objectif l'amélioration de l'environnement des affaires et de la réglementation commerciale afin de protéger les PME et les investisseurs internationaux.



Togo

Près de 1,5 Md EUR de recettes fiscales en 2023

En 2023, les impôts et taxes collectés par l'Office Togolais des Recettes (OTR) [ont atteint](#) 990,1 Mds FCFA (1,5 Md EUR), en hausse de 15% par rapport aux 865 Mds FCFA (1,32 Md FCFA) mobilisés en 2022. Ce bilan est supérieur aux projections initiales qui étaient estimées à 912,1 Mds FCFA (1,39 Md EUR). Pour l'année 2024, la loi de finances prévoit des recettes fiscales de 1 042 Mds FCFA (1,59 Md EUR), soit 48% du budget total de l'exercice qui s'élève à 2 179 Mds FCFA (3,32 Mds EUR). Pour atteindre cet objectif, les axes d'amélioration fixés par l'OTR concernent notamment l'élargissement de l'assiette ainsi que la digitalisation de l'administration fiscale. Pour rappel, dans le cadre du programme avec le Fonds monétaire international (FMI) d'un montant de 390 M USD (237 Mds FCFA) au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), les autorités togolaises se sont notamment engagées à accroître les recettes fiscales de 0,5% du PIB par an.

Lancement des travaux de réalisation de 21 ponts pour le désenclavement de plusieurs zones rurales

Le 20 mars, le Président de la République [a officiellement lancé](#) les travaux de réalisation de 21 ponts de désenclavement des zones rurales. Les travaux consistent en la construction, par l'entreprise française Matière, de 21 ponts modulaires mixtes acier-béton sur une distance de près de 2,3 km linéaires et répartis dans les 5 régions du pays, pour un coût global d'environ 100 MEUR (65 Mds FCFA). Le projet est

notamment [financé](#) par un prêt direct du Trésor français de 40 M EUR, complété par un crédit garanti par Bpi France à hauteur de 38 MEUR. D'après les prévisions, les travaux devraient durer 36 mois. Une fois achevés, les ponts permettront notamment d'améliorer l'accès des populations aux infrastructures de base et de faciliter l'acheminement des produits agricoles issus de ces territoires.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)